

objectif emploi

SERVICE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI
OFFICE RÉGIONAL DE PLACEMENT



CABI à Delémont

En lutte biologique contre les herbes
et insectes envahissants

Décovi

Le spécialiste du décolletage choisit
son personnel

Supported Employment

Un job coach pour les 50+
en fin de droit

Supported Employment: une chance supplémentaire pour les 50+ de retrouver un emploi

Ce programme inédit, appliqué par la fondation IPT, s'adresse aux chômeurs de plus de 50 ans en fin de droit. Ils bénéficient des services personnalisés d'un job coach pour retrouver un travail.



Les job coaches de Supported Employment voient en principe les bénéficiaires du programme une fois par semaine.

Porté à l'échelon national par le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) et l'AOST (Association des offices suisses du travail), l'essai pilote visant à offrir de nouvelles perspectives de réinsertion professionnelle aux personnes de plus de 50 ans, d'une durée initiale de 4 ans, a commencé en août 2020 et aurait dû se terminer le 31 juillet prochain, mais il a été prolongé jusqu'à fin 2025. C'est la fondation privée à but non lucratif et reconnue d'utilité publique IPT (Intégration pour tous), active dans l'insertion et la réinsertion professionnelles, qui a été choisie pour mettre ce programme en place. L'antenne jurassienne, à Bassecourt, chapeaute ainsi le canton du Jura, le Jura

bernois, la ville de Bienne et le canton d'Argovie.

Public cible : les plus de 50 ans en fin de droit

«Les 50+ ont besoin d'un soutien actif pour retrouver un emploi. Supported Employment est destiné à ceux en fin de droit des indemnités de chômage, indique Patrick Humbert, conseiller en insertion professionnelle chez IPT. Ce sont donc des gens qui galèrent depuis un certain temps. Et, psychologiquement, c'est difficile de se dire qu'on arrive au bout de ses 520 jours d'allocations et, qu'à l'issue de celles-ci, il n'y aura plus de rentrée d'argent.»

Juste avant, voire tout de suite après leur arrivée en fin de droit, les intéressés bénéficient du soutien personnalisé d'un job coach expérimenté pour leur recherche d'un travail adéquat.

«Lors des premiers entretiens, nous effectuons un bilan de compétences et valorisons celles-ci, indique Ronald Benninger, directeur d'IPT pour la Suisse du Nord-Ouest et le Jura. Il y a aussi un test de personnalité et de valeur et nous nous penchons sur l'aspect comportemental. Cela permet de déterminer l'environnement professionnel dont l'individu a besoin pour bien s'exprimer. Il convient parallèlement de lui redonner confiance, l'«activer», le convaincre que son âge n'est pas un facteur réhibitoire.»

Etroite collaboration avec l'Office régional de placement

Lorsqu'un assuré a les prérequis définis par le SECO pour ce module, l'Office régional de placement, ORP (proche partenaire d'IPT), qui suit la personne concernée, lui envoie une lettre d'information sur Supported Employment. «Elle décide alors librement si elle souhaite profiter ou non de ce programme, d'une durée maximale de 18 mois. L'écrasante majorité concernée accepte», ajoute Patrick Humbert.

L'accent est mis sur les aptitudes individuelles, la motivation, pour la construction d'un projet. «Celles-ci peuvent être complétées par une formation en relation avec le poste convoité ou un soutien financier à l'employeur, via l'AIT – allocation d'initiation au travail –, si l'intégration dans l'entreprise le nécessite», complète Ronald Benninger.

À ce jour, 34 personnes ont pris part à Supported Employment dans le canton du Jura, dont huit ont obtenu un emploi – le réseautage est un élément-clé pour ce faire – et quatre autres sont toujours accompagnées. «Pour ce public cible, c'est un excellent résultat, estime le directeur d'IPT pour la Suisse du Nord-Ouest et le Jura, qui constate un nombre de bénéficiaires en légère augmentation, correspondant à une tendance du marché pour les 50+. En contrepartie, cette population est qualifiée.»

www.fondation-ipt.ch

Texte : Didier Walzer



Éditorial

Le CABI, à Delémont, pionnier mondial dans la lutte contre les menaces agricoles

Par Didier Walzer, rédacteur responsable

Cela n'est pas forcément connu dans la région, mais le Jura, et plus précisément Delémont, abrite un institut de renommée planétaire, le CABI. Dans la bataille pour la sécurité alimentaire et la protection des cultures contre les ravageurs et maladies, cet organisme représente un phare d'espoir et d'innovation.

Depuis ses débuts en 1910, il a évolué pour devenir un leader dans la recherche et la lutte contre les menaces agricoles. Son engagement envers la science, la collaboration internationale et l'innovation ont permis de sauver des millions de récoltes et protéger ainsi les moyens de subsistance des agriculteurs sur tous les continents ou presque.

À l'heure où les défis posés par le changement climatique, la mondialisation des échanges et l'émergence de nouvelles maladies menacent notre sécurité alimentaire, le CABI se positionne en première ligne de défense.

Grâce à ses équipes de chercheurs de pointe, il développe des solutions efficaces et durables pour contrôler les ravageurs, les atteintes diverses aux plantes et les mauvaises herbes, tout en préservant la biodiversité et en réduisant l'utilisation de pesticides.

Institution focalisée sur l'action, elle s'efforce de déployer ces moyens sur le terrain, travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements, paysans et organisations locales pour renforcer les capacités, diffuser les connaissances et promouvoir des pratiques agricoles durables.

Soutenue par son vaste réseau de partenaires et ses programmes de développement, elle favorise l'inclusion et l'autonomisation des communautés agricoles les plus vulnérables, contribuant à réduire les inégalités et à promouvoir un avenir plus juste pour tous.

Dans un tout autre registre, l'entreprise Décovi, à Vicques, membre du groupe Acrotec et spécialisée dans le décolletage, vit une période très faste. Nous faisons dans cette édition le portrait de cette société pour qui l'humain et la formation passent au premier plan. Enfin, on sait qu'un chômeur dès la cinquantaine éprouve davantage de difficultés à retrouver un emploi qu'une personne plus jeune.

C'est dans ce contexte qu'intervient le programme novateur Supported Employment, mis en place par la fondation privée à but non lucratif et reconnue d'utilité publique IPT (Intégration pour tous), active dans l'insertion et la réinsertion professionnelles.

Grâce à lui, les 50+ qui arrivent en fin de droit disposent d'un marche-pied supplémentaire sous la forme des services personnalisés d'un job coach pour réintégrer le marché du travail. Nous développons davantage ce sujet en page 2, ci-contre.

Sommaire N° 60 | Avril 2024

« Nous avons six personnes en formation simultanément, un chiffre qui passera à 8 dans quelques mois. »

Cédric Chèvre, patron de l'entreprise Décovi, à Vicques

2

Supported Employment

Un marche-pied supplémentaire pour aider les 50+ à retrouver un emploi

4-5

Décovi, à Vicques

L'entreprise spécialisée dans le décolletage choisit son personnel et mise sur la formation

6-8

CABI, à Delémont

Portrait d'un institut de renommée internationale qui lutte contre les espèces invasives

8

Forum Entreprises

Le mardi 30 avril à la halle polyvalente de Glovelier



Cédric Chèvre, patron de Décovi : « La provenance de nos futurs employés est partie intégrante de notre politique de recrutement. »

Décovi, entre croissance et formation

Plus grande entreprise du Val Terbi, le spécialiste du décolletage, membre du groupe Acrotec, est à la pointe pour les composants de haute technologie.

La direction accorde une importance toute particulière à la formation. Portrait.

Durant la période du coronavirus, les clients de Décovi lui ont demandé de « freiner assez fort » la production, selon le patron, Cédric Chèvre. « Et comme nombre de confrères, nous avons fermé quelques semaines. Avec le recul, nous aurions dû poursuivre nos activités, car c'est reparti trois fois plus fort après la crise sanitaire, soit dès août 2021 ! En ce moment, nous sommes plutôt dans une phase de stabilisation en raison de stocks élevés et d'un tassement des entrées de commandes. Un phénomène assez courant imputable au relissage des livraisons étalé sur 15 ou 18 mois, plutôt que 12. »

Dans ce contexte, l'horlogerie continue malgré tout de bien tourner. Le budget 2024 est par conséquent en augmentation par rapport à celui de l'an dernier. « À ce propos, nous avons battu trois fois consécutivement

– 2021, 2022 et 2023 – notre chiffre d'affaires annuel et ce de plus de 10%. C'est évidemment positif, mais également difficile à encaisser en termes de recrutement, à plus forte raison en période de plein emploi : nous sommes en effet passés de 85 employés en 2021 à 135 aujourd'hui, un record. »

Moyenne d'âge : 38 ans et 68% d'hommes contre 32 de femmes. Heureusement, indique notre interlocuteur, le solide noyau de personnel et l'organisation interne ont permis d'absorber cette croissance subite de la demande pour le décolletage, une activité au sommet de la vague actuellement dans le Jura. « Il faut quand même avouer que cette situation nous a un peu fait perdre en sérénité : une évolution si rapide engendre parfois un manque de suivi. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer,

en 2024, un programme de transformation de l'organisation pour améliorer par exemple le flux des pièces et la qualité », souligne Cédric Chèvre.

Fidélisation et identification du personnel

Face à la pénurie générale de personnel, la société a mis en place une stratégie basée sur la fidélisation des employés en faisant passer l'humain au premier plan : flexibilité des horaires, formation, sorties d'entreprise, santé/bien-être. Et Cédric Chèvre de citer en exemple le fait que Décovi met à disposition des collaborateurs une ostéopathe (à leurs frais). « En outre, nous sommes idéalement situés pour la plupart de nos salariés, issus du Val Terbi à 45%, soit à 6-7 minutes de leur domicile – la provenance de ceux-ci est partie intégrante de notre politique de recrutement. Et

ça marche puisqu'ils s'identifient fortement à Décovi, plus grande société de la commune, qui compte également une quinzaine de frontaliers», précise le Vicquois.

Il ajoute: la mentalité locale, c'est d'aller de l'avant, de tous tirer à la même corde. «Val Terbi est composée de gens positifs, constructifs. C'est ce qui se ressent aussi chez Décovi. L'écosystème déteint sur l'entreprise et vice-versa. Nos valeurs sont le respect, la transparence et l'innovation. Nous essayons toujours de faire en sorte que demain soit meilleur qu'aujourd'hui. C'est ce qui explique notre progression.»

La formation, une priorité

Autre axe: l'accentuation de la formation. «Par le passé, nous engagions un apprenti chaque année. Mais ce sont deux d'entre eux qui ont commencé en août 2023 et ce sera pareil à la rentrée prochaine avec l'arrivée d'un duo de polymécaniciens pour quatre ans d'apprentissage. Désormais, nous avons six personnes en formation simultanément, un chiffre qui passera donc à 8 dans quelques mois. À ce rythme, 1-2 jeunes décrochent leur diplôme chaque année. Souvent, ils souhaitent rester chez nous. Une belle occasion de commencer leur carrière et d'obtenir une première ligne attractive sur leur CV. Si nous pouvions trouver des filles pour ces postes, nous serions ravis de les engager. Malheureusement, elles ne se bousculent pas au portillon. Dans le décolletage, la minutie, dextérité, délicatesse et patience dont elles font preuve sont pourtant des qualités fort appréciées.»

À défaut de polymécaniciens, des apprentis mécaniciens de production (formation de trois ans) peuvent également être embauchés. Même si les premiers sont préférés en raison de la typologie et de la complexité des machines utilisées et des pièces traitées chez Décovi.

Cédric Chèvre tire une certaine fierté de ce qu'accomplit sa société à ce niveau. «Certains confrères sont préoccupés par le recrutement. C'est moins notre cas en raison d'une base saine et d'une bonne ap-

proche de la formation. Néanmoins, il convient de ne pas se reposer sur ses lauriers. Cet aspect représente un certain investissement pour une entreprise. Il est alors facile, pour une concurrente qui ne jouerait pas cette carte-là, de payer un apprenti bien formé 500 CHF de plus pour le débaucher. Ce n'est toutefois pas, à mon avis, une solution pérenne. Les entreprises jurassiennes seraient bien inspirées de former également. Si elles étaient toutes au diapason de la nôtre, relève le patron, nous couvririons largement les besoins régionaux en personnel.»

Matières premières livrées dans des délais acceptables

Quant à la disponibilité des matières premières, un phénomène global, c'est évidemment un sujet sensible: «Voici une année et demie, c'était compliqué. Désormais, les délais se sont nettement raccourcis. Ce sont souvent quelques grands domaines d'activité qui en absorbent le plus: l'électronique et l'automobile notamment. Comme ces secteurs se sont contractés et, qu'à l'échelle mondiale, nous sommes, dans l'horlogerie, un petit consommateur, l'approvisionnement est pour l'heure assez rapide – 4-6 semaines, alors qu'à un moment donné, le délai était d'une année pour certaines spécificités!» De même, la guerre en Ukraine ne pénalise pas (ou plus) Décovi dans l'acquisition des matériaux nécessaires. «Nous sommes surtout actifs dans un secteur qui nécessite de l'inox, du laiton, du cuivre, de l'aluminium et du tungstène, que l'on trouve plus facilement qu'il y a 18 mois.»

Enfin, comme entreprise peu exportatrice, Décovi est marginalement impactée par le franc fort. Ce n'est pas le cas pour l'inflation. «On se prend vite quelques pourcents de renchérissement dans les dents, illustre Cédric Chèvre. C'est difficile d'être compétitif en ce moment.»

Agrandissement en phase de finalisation

Par ailleurs, la société vicquoise est en plein déménagement, qui en profite pour rajouter 2000 m² de surface. Il sera achevé dans le courant de ce mois d'avril. «Toute la partie masses oscillantes déménagera à l'étage et on réaffecte le rez-de-chaussée à la révision des flux tout en y gardant de l'espace pour la croissance future», dévoile Cédric Chèvre.

Concernant l'arrivée de l'intelligence artificielle, le directeur de Décovi la voit comme une occasion d'améliorer les process internes. «J'aurais plus de soucis si j'étais à la tête d'une boîte de services. Mais dans une entreprise de production comme la nôtre, les opérateurs humains ont encore de beaux jours devant eux avant d'être remplacés par l'IA.»

Le défi ultime, pour Cédric Chèvre, est plutôt représenté par les marchés: «Il y a tellement d'incertitudes... Est-on au bord d'une nouvelle crise/guerre? Nous dépendons de la situation géopolitique, une épée de Damoclès qui pèse en permanence au-dessus de nos têtes.»

<https://decovi.ch>

Texte : Didier Walzer
Photo : Jonas Lüthi, Agence Bist

Cédric Chèvre, un jeune patron

À 36 ans, Cédric Chèvre est désormais le seul maître à bord (depuis janvier 2023) de l'entreprise créée en 1947 par son grand-père, Denis, rejoint par son père, Claude, en 1985.

Le trentenaire est lui-même entré chez Décovi voici 9 ans.

Au départ, il a effectué un apprentissage de dessinateur sur machines, puis fréquenté la Haute Ecole Arc Ingénierie à Saint-Imier avant d'obtenir un Master en gestion d'entreprise en cours du soir. «Ce qui est important, dit-il, c'est de pouvoir compter sur une bonne équipe autour de soi. C'est la clé. Et j'ai cette chance. Nous appartenons à un groupe – Acrotec – offrant en outre synergies et partage avec les collègues.»

En croisade contre les espèces envahissantes

Voici plusieurs décennies, le CABI, organisme spécialisé reconnu mondialement, a choisi Delémont pour y établir sa seule antenne en Europe continentale.

Son cœur de métier : la lutte biologique. Carte de visite.

C'est une grande maison blanche, à droite, à l'orée de la forêt, la dernière demeure, en fait, avant de pénétrer dans les bois menant au château de Domont. À ses côtés, de nombreuses serres et dérivés de jardins.

On ne peut pas le deviner, mais c'est à cet endroit que s'est installé, en 1958, le CABI. Ou plus précisément une de ses antennes, qui s'est, soit dit en passant, dotée d'un nouveau bâtiment en 1963, agrandi de plus de 50% en 1997. Rôle originel de l'institution : se battre contre les espèces invasives de la faune ou la flore.

Activités principales du centre jurassien ? Le contrôle biologique des insectes et mauvaises herbes et plusieurs projets de lutte biologique.

Au fil du temps, son utilité a été prouvée aussi bien en matière de lutte biologique dans les régions tempérées et (sub)tropicales que dans la coopération au développement ; en plus de servir les intérêts de l'Europe et de l'Amérique du Nord, le CABI est en effet très actif en Afrique et en Asie, notamment pour vulgariser les résultats de ses travaux et ceux de ses pairs auprès de nombreux bénéficiaires, parmi lesquels les petits paysans.

Après le programme global Plantwise, il planche actuellement sur PlantwisePlus (déployé dans 27 pays en Asie, Afrique et Amérique du Sud), visant à améliorer la sécurité alimentaire en réduisant les pertes agricoles dues aux maladies et ravageurs des plantes par l'intermédiaire de divers services phytosanitaires.

Dans le détail et à partir du Jura, le CABI mène des travaux de recherche sur les plantes et les insectes ravageurs envahissants en faveur de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

Autres missions : l'analyse du risque sous l'angle écologique à destination

de l'Europe, l'étude des invasions biologiques, ainsi que des projets environnementaux focalisés sur l'ancien continent et l'Afrique.

Les scientifiques de l'institut delémontain publient leurs recherches sous forme d'articles de qualité dans diverses revues (évalués par des experts) sur les sciences de la vie.

Par ailleurs, l'organisation est active dans la formation, le conseil et le transfert de connaissances. Nous y reviendrons.

Collaboration interhelvétique

Le CABI collabore régulièrement et entre autres avec les stations fédérales de recherche agronomique, les universités suisses, comme celle de Neuchâtel et l'École polytechnique fédérale de Zurich, les secteurs industriels de protection des végétaux, ainsi que certains autres milieux scientifiques européens.

Concernant la coopération au développement, il est notamment en contact étroit avec la DDC (Direction du développement et de la coopération).

La Suisse, pôle de stabilité

« Si nous nous sommes implantés en Suisse dès 1948, dans un premier temps à Feldmeilen dans le canton de Zurich, via l'ouverture de notre station européenne pour le contrôle biologique, c'est parce que la Suisse était l'un des rares pays de l'ancien continent à disposer d'une monnaie et d'un environnement de travail stables. En outre, son emplacement géographique central lui permet d'accéder aisément aux endroits où les opérations de terrain pourraient devoir être menées, dans l'habitat agricole et naturel, indispensable à nombre de nos projets, explique le docteur Wade Jenner, responsable du

Siège anglais et maison d'édition

À l'origine, soit en 1910, le CABI a été fondé pour satisfaire aux besoins d'agriculture tropicale des colonies britanniques. C'est pourquoi son siège mondial se trouve toujours à Wallingford, au sud d'Oxford, en Angleterre.

Au fil du temps, il s'est transformé en organisation interétatique – reconnue par l'ONU en 1988 –, qui regroupe les Etats membres du Commonwealth, progressivement rejoints par de nombreux autres (48 pays membres actuellement, dont la Suisse, à qui l'institution appartient et qui la dirige).

Sa structure décentralisée comprend des antennes au Kenya, en Malaisie, au Pakistan, en Suisse, donc, à la Trinité-et-Tobago (Caraïbes), au Royaume-Uni et aux États-Unis pour un total de près de 500 employés dans le monde entier.

Le CABI fonctionne par ailleurs comme maison d'édition, qui dispose d'une bibliothèque numérique. Ses bases de données, et notamment CAB Abstracts et Global Health, rassemblent des millions de documents de recherche dans les domaines de l'agriculture, l'environnement, la santé humaine et les sciences appliquées. Ils sont dévolus à soutenir, à l'échelle mondiale, études et applications pratiques. Il édite enfin agriRxiv, une source gratuite en libre accès de prépublications inédites relatives aux sciences agricoles.

centre. En revanche, nous ne savons pas exactement pourquoi le CABI a été transféré de la région zurichoise à la capitale jurassienne. Ce qui est certain, c'est que le directeur de l'époque était francophone et que cet aspect-là a sans doute joué un rôle dans le déménagement à Delémont. C'était peut-être aussi une question de coûts, cette ville étant assurément moins chère que Feldmeilen. Mais ce n'est qu'une hypothèse.»

Les services du CABI sont très sollicités, qui est financièrement soutenu par ses projets de recherche et développement. Ceux ciblant la Suisse sont appuyés, par exemple, par l'Office fédéral de l'environnement, celui de l'agriculture, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), le Fonds national suisse (FNS), le canton du Jura; pour l'Europe, par divers organismes de recherche, de projets de développement/coopération; pour l'Amérique du Nord, par les ministères fédéraux et provinciaux de l'agriculture et de l'environnement; pour l'Afrique et l'Asie, par la DDC.

Enfin, le CABI travaille également avec des partenaires du secteur privé, tels que Andermatt Biocontrol et Koppert.

Trente-six employés permanents à Delémont

L'antenne delémontaine compte 36 employés permanents de 13 nationalités différentes (y compris 13 Suisses), dont 47% de femmes.

Dans le détail, il y a 3 directeurs, 25 chercheurs/experts, une assistante de recherche permanente, deux horticulteurs, cinq employés administratifs, notamment occupés aux finances et au marketing.

Par ailleurs, une dizaine d'étudiants en Bachelor et Master viennent chaque année se confronter à la pratique sur le site jurassien.

Le CABI œuvre donc pour la formation (travaux de doctorat, postgrade en gestion intégrée des cultures, stages pour étudiants...).

Au niveau spécifiquement du canton du Jura, cet organisme, avec le soutien du Service de la formation



Wade Jenner, directeur du CABI, dans son environnement quotidien; un Canadien anglophone très content d'habiter le Jura.

Un directeur attaché au Jura

Le responsable du CABI, Wade Jenner (46 ans), est canadien anglophone, originaire de la province de la Saskatchewan. Le naturaliste de formation s'est spécialisé dans la lutte biologique. C'est au sein de l'institution delémontaine qu'il a obtenu son Master, suivi d'un doctorat. Il y travaille à plein temps et est établi à Delémont depuis 2009.

Marié à l'Anglaise Emma, ils sont les parents de deux filles, Ellen et Anya (11 et 8 ans). Et devinez quoi: ils se sont rencontrés au CABI! « Mon épouse a, comme moi, plusieurs casquettes. Personnellement, je dirige le centre à 50% et suis parallèlement co-directeur du programme global PlantwisePlus.

Le Nord-Américain apprécie sa vie dans le Jura: « La région est très plaisante, certes bien différente de la mienne – plutôt plate. Mais j'aime les petites collines d'ici. Et les habitants sont sympathiques, ouverts. Comme Canadien, j'ai vite été accepté. Tous les deux ans environ, nous retournons au pays, alors que mes parents viennent presque chaque année nous voir. Depuis que je suis en Suisse, j'ai toujours habité Delémont et je n'entends pas quitter le Jura et le CABI de sitôt. »

postobligatoire (SFP), a proposé, plusieurs années durant, un programme de Master en collaboration avec l'Université de Neuchâtel. «Une possibilité qui s'est éteinte avec l'arrivée du Covid, en 2020, précise Wade Jenner. «Ce Master of Advanced Studies (MAS) en gestion intégrée des cultures s'est désormais transformé en Certificate of Advanced Studies (CAS), à effectuer en ligne. Sinon, plusieurs de nos employés donnent, sur demande, des cours aux niveaux primaire, secondaire et au Lycée, sur les espèces envahissantes et la lutte biologique.»

Ajoutons des mandats ponctuels, par exemple pour la restauration d'habitats naturels en prairie, ainsi que pour contrer le frelon asiatique ou la mouche suzukii. À propos de ces objets, le CABI collabore historiquement avec la Fondation rurale interjurassienne.

www.cabi.org

Texte : Didier Walzer

Photo : Stéphane Gerber, Agence Bist

FORUM
30 avril 2024
ENTREPRISES
Halle polyvalente, Glovelier

Candidats expérimentés et qualifiés
Multicompétences

Votre entreprise est intéressée à participer au Forum Entreprises 2024?

(toute la journée ou une demi-journée)

N'hésitez pas à contacter M. Hadrien Girard !

Office régional de placement

Rue de la Jeunesse 1

2800 Delémont



+41 32 420 88 30



emploi.orp@jura.ch

P.P.
CH-2800 Delémont 1
Poste CH SA

IMPRESSUM

Objectif Emploi est édité par le Service de l'économie et de l'emploi (SEE) dans le cadre de sa fonction d'observation du marché du travail, au service de tous les acteurs intéressés par le marché du travail au sens large. Alimenté par des collaborateurs, ainsi que par des spécialistes ou personnalités invitées, le magazine traite du marché du travail sous tous ses aspects, notamment économiques, sociaux ou encore juridiques.

Rédaction : Didier Walzer, Nicolas Ackermann

Impression : Pressor SA

Tirage : 3500 exemplaires

Parution : trimestrielle

Prix : gratuit

Contact : questions générales, demandes d'exemplaires supplémentaires, modifications d'abonnement, propositions de sujets : didier.walzer@jura.ch ou tél. 032 420 52 10.